

OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSE 2023



Retour au dynamisme d'avant-crise



Début 2022, plus de 2 850 000 habitants résident dans le Territoire franco-valdo-genevois. Depuis 1999, la croissance de la population, assez homogène de part et d'autre de la frontière, a été forte même si elle ralentit ces dernières années. Elle reste toutefois supérieure à celle de la Suisse, d'Auvergne-Rhône-Alpes et de France métropolitaine.



Fin 2021, l'économie a retrouvé sa vigueur, après la crise sanitaire. L'emploi repart en effet à la hausse, atteignant un niveau supérieur à l'avant-crise, avec un dynamisme plus marqué côté français. Le chômage reprend sa baisse tendancielle. Côté français, le nombre de chômeurs transfrontaliers retrouve en 2022 le même niveau qu'en 2019.



Au sein de ce territoire, l'Espace transfrontalier genevois rassemble 1 000 900 habitants en 2020. Depuis 1999, si la croissance démographique est soutenue, surtout dans le Genevois français et dans le district de Nyon, elle ralentit quelque peu. Elle reste toutefois particulièrement dynamique au regard des autres territoires de coopération transfrontalière franco-suisse. Cette croissance démographique vigoureuse est fortement liée au solde migratoire, avec des arrivées nombreuses. Elle s'accompagne d'une hausse encore plus importante du nombre de logements, surtout du côté français, en lien avec les possibilités foncières réduites à Genève.

Dans le Genevois français, le nombre d'actifs transfrontaliers vers la Suisse poursuit sa croissance, encore forte, mais quelque peu ralentie par rapport aux cinq années précédentes. Les actifs transfrontaliers vers la Suisse y représentent la majorité des actifs en emploi. C'est aussi dans cette zone que sont concentrés les ressortissants de nationalité suisse domiciliés en Auvergne-Rhône-Alpes ; ils n'y représentent toutefois que 5 % des résidents.

OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

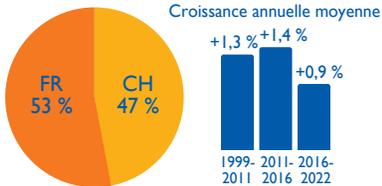
SOMMAIRE

Territoires observés	4
1. Population	6
Démographie	6
Nouveaux arrivants	8
2. Economie	10
Emploi et établissements	10
Actifs transfrontaliers	12
Chômage	14
3. Logement	16
Logements dans l'Espace transfrontalier genevois	16

Territoire franco-valdo-genevois

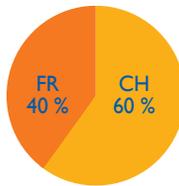


Croissance démographique forte mais en ralentissement



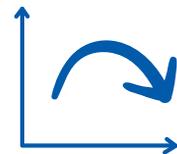
2,85 millions d'habitants

Fin 2021, l'emploi dépasse son niveau d'avant-crise sanitaire



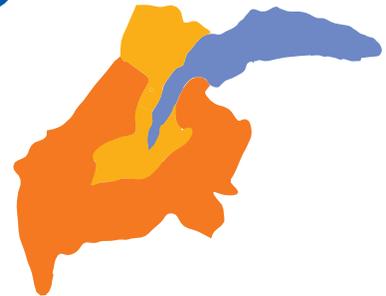
1,46 million d'emplois

En 2022, le nombre de chômeurs transfrontaliers retrouve son niveau de 2019



11 390 chômeurs transfrontaliers

Espace transfrontalier genevois



En 2019, 5 % de nouveaux arrivants parmi la population résidente



Entre 2014 et 2020, le nombre de logements augmente plus vite que la population



La moitié des actifs en emploi du Genevois français travaille en Suisse





Territoires observés

L'observation transfrontalière est réalisée à deux échelles : le Territoire franco-valdo-genevois et l'Espace transfrontalier genevois. Selon les thématiques abordées, le périmètre d'observation peut changer.

Le Territoire franco-valdo-genevois

Le Territoire franco-valdo-genevois (TFVG) est le plus grand des deux espaces. Il s'insère dans un ensemble institutionnel de référence, constitué des cantons de Genève et de Vaud d'une part et des départements de l'Ain et de Haute-Savoie d'autre part.

L'Espace transfrontalier genevois

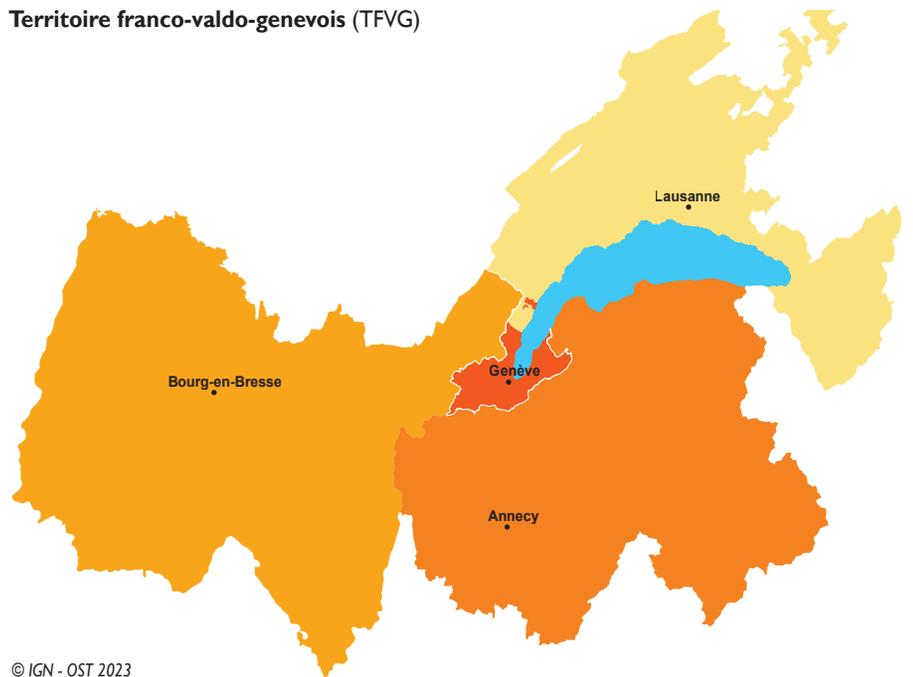
L'Espace transfrontalier genevois (ETG) comprend, côté Suisse, le canton de Genève et le district de Nyon et, côté France, la zone d'emploi du Genevois français. Cet espace vise à cerner plus particulièrement l'aire d'influence de Genève.

Le Grand Genève

Le Grand Genève, projet d'agglomération franco-valdo-genevois, comprend le canton de Genève et le district de Nyon pour la partie suisse, et le Pôle métropolitain du Genevois français (regroupement de huit intercommunalités) pour la partie française. Les territoires du Grand Genève et de l'Espace transfrontalier genevois sont comparables aussi bien en termes de population que de dynamisme démographique.

Les commentaires de cette synthèse ne portent pas sur le Grand Genève. En revanche, les résultats sur la population et les logements de ce territoire sont disponibles sur le [site Internet de l'OST \(https://www.statregio-francosuisse.net\)](https://www.statregio-francosuisse.net) sous la forme de tableaux ou dans l'atlas cartographique. Par ailleurs, une fiche thématique sur le logement dans le Grand Genève est parue en juin 2023.

Territoire franco-valdo-genevois (TFVG)

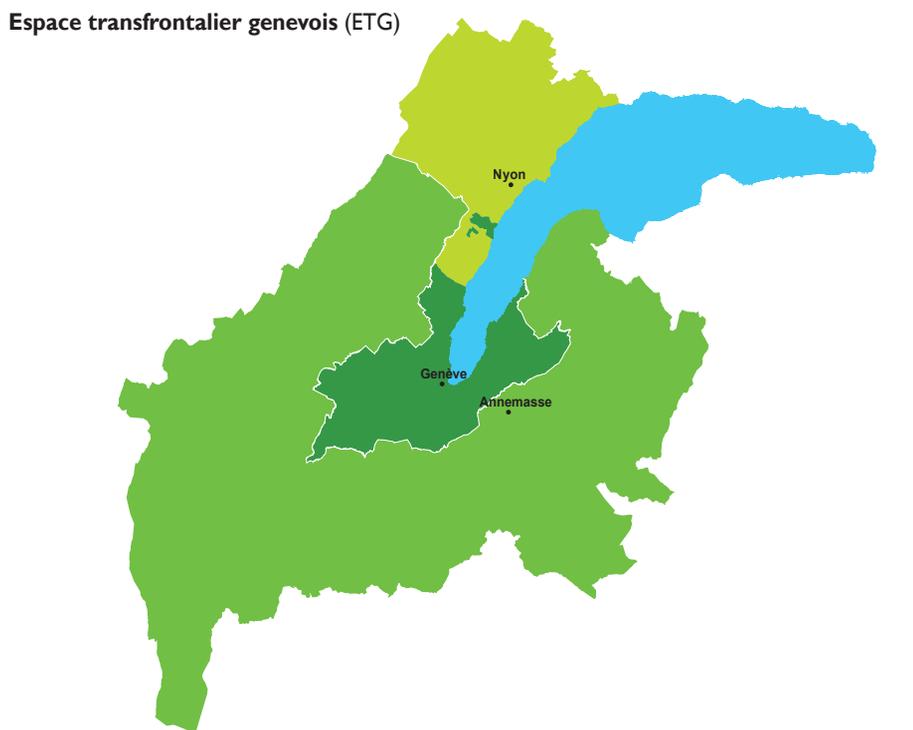


Territoire franco-valdo-genevois (TFVG)

- Canton de Vaud
- Canton de Genève
- Département de l'Ain
- Département de la Haute-Savoie

© IGN - OST 2023

Espace transfrontalier genevois (ETG)



Espace transfrontalier genevois (ETG)

- District de Nyon
- Canton de Genève
- Zone d'emploi du Genevois français

© IGN - OST 2023



POPULATION



Démographie

Plus de 2 850 000 habitants dans le Territoire franco-valdo-genevois

Début 2022, la population du Territoire franco-valdo-genevois est estimée à 2 852 400 habitants. Avec 53 % des habitants qui résident côté français et 47 % côté suisse, la répartition ne se modifie guère au fil des ans. Plus précisément, 853 000 résident en Haute-Savoie (30 %), 823 000 dans le canton de Vaud (29 %), 667 000 dans l'Ain (23 %) et 509 400 dans le canton de Genève (18 %).

Deux décennies de forte croissance démographique...

Depuis 1999, en partie en raison des accords bilatéraux permettant la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne, la population s'est accrue de 696 900 habitants, soit un gain de 32 %. Les deux tiers de cette forte croissance démographique sont dus au solde migratoire, soit les arrivées moins les départs.

Entre 1999 et 2022, la population du Territoire franco-valdo-genevois augmente au rythme annuel moyen de 1,2 %, de manière assez homogène de part et d'autre de la frontière: + 1,3 % dans le canton de Vaud et en Haute-Savoie, et + 1,1 % dans l'Ain et le canton de Genève. Dans tous les cas, la part due au solde migratoire est nettement plus importante que celle due au solde naturel, soit les naissances moins les décès (+1,0 % dans le canton de Vaud, + 0,7 % dans les autres sous-territoires du TFVG). A titre de comparaison, la croissance annuelle moyenne de la population entre 1999 et 2022 n'est que de 0,9 % en Suisse, 0,7 % en Auvergne-Rhône-Alpes et 0,5 % en France métropolitaine. Dans ces deux derniers territoires, c'est surtout la part due au solde migratoire (respectivement + 0,4 % et + 0,2 %) qui est largement inférieure à celle du Territoire franco-valdo-genevois (+ 0,8 %).

... avec toutefois un ralentissement depuis 2016

Depuis 2016, la croissance annuelle moyenne de la population du Territoire franco-valdo-genevois ralentit (+ 0,9 %) par rapport aux périodes 1999-2011 (+ 1,3 %) et 2011-2016 (+ 1,4 %), à la fois en raison du solde migratoire et du solde naturel. Ce fléchissement s'observe également en Suisse, en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine avec des taux respectifs 2016-2022 de + 0,8 %, + 0,5 % et + 0,3 %. En Suisse, ce ralentissement est essentiellement dû au solde migratoire, tandis qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et en France métropolitaine, il est principalement imputable au solde naturel. A noter qu'en 2020 et, dans une moindre mesure, en 2021, la pandémie de Covid-19 a en partie contribué au ralentissement de la croissance démographique.

Espace transfrontalier genevois : la dynamique démographique reste forte mais ralentit également

L'Espace transfrontalier genevois compte 1 000 900 habitants en 2020. La moitié d'entre eux résident dans le canton de Genève, 39 % dans la zone d'emploi du Genevois français et 10 % dans le district de Nyon. La population de ce territoire est donc nettement plus concentrée côté suisse (à 60 %) que celle du Territoire franco-valdo-genevois (47 %). De 1999 à 2020, la population de l'Espace transfrontalier genevois s'est accrue de 269 700 habitants, soit 37 % de plus. Cette augmentation est principalement liée au solde migratoire (61 %). La croissance annuelle moyenne est de + 1,5 %. Elle est toutefois assez hétérogène entre les trois sous-territoires qui le composent : + 2,0 % dans la zone d'emploi du Genevois français, + 1,7 % dans le district de Nyon et + 1,1 % dans le canton de Genève. Au cours de la période 1999-2020, le taux de croissance annuel moyen de la zone d'emploi du Genevois français est d'abord passé de + 2,1 % (1999-2009) à + 2,5 % (2009-2014) avant de nettement freiner à + 1,6 % (2014-2020). Ce fort ralentissement est dû à la baisse du solde migratoire, conséquence d'une plus forte hausse des départs que des arrivées. Dans le district de Nyon, le taux de croissance annuel moyen a également décliné, passant de + 2,0 % (période 1999-2009) à + 1,5 % (2009-2014), puis à + 1,4 % (2014-2020), tandis que, dans le canton de Genève, il est resté relativement stable (entre + 1,0 % et + 1,2 %).

Entre 1999 et 2020, la croissance démographique de l'Espace transfrontalier genevois est supérieure à celle des territoires voisins. En effet, côté français, la hausse la plus marquée parmi les zones d'emploi voisines est de 1,4 % dans le Chablais, tandis que, côté suisse, elle s'élève à 1,4 % et 1,3 % respectivement dans les districts de Morges et du Jura-Nord vaudois.

Sur la période récente, l'Espace transfrontalier genevois est particulièrement dynamique au regard des autres territoires de coopération transfrontalière franco-suisse. Entre 2014 et 2020, sa population augmente en moyenne chaque année de 1,4 %, contre 0,6 % dans la Conférence du Rhin supérieur et 0,3 % dans les territoires de coopération de l'Arc jurassien.

Les résidents de nationalité suisse

Précaution : la nationalité suisse est celle qui est déclarée à l'occasion du recensement de la population française, sans prise en compte des doubles-nationalités. Ce point méthodologique est valable pour l'ensemble de l'étude, pour tous les éléments relatifs à la nationalité suisse.

Les 25 400 ressortissants suisses vivant en Auvergne-Rhône-Alpes sont concentrés dans le Genevois français (plus de huit sur dix). En effet, en 2020, cette zone d'emploi en compte 21 000, soit 5 % de sa population. Dans les autres zones d'emploi régionales proches de la frontière suisse, cette part ne dépasse pas 1 %.

Le nombre de résidents de nationalité suisse dans la zone d'emploi du Genevois français a beaucoup augmenté entre 2009 et 2014 (+ 4,3 % en moyenne annuelle) et nettement moins entre 2014 et 2020 (+ 0,8 %). Sur l'ensemble de la période 2009-2020, ce taux (+ 2,4 %) est largement supérieur à celui des autres zones d'emploi régionales proches de la frontière suisse (ayant plus de 100 résidents suisses).

Population dans divers territoires de coopération transfrontalière

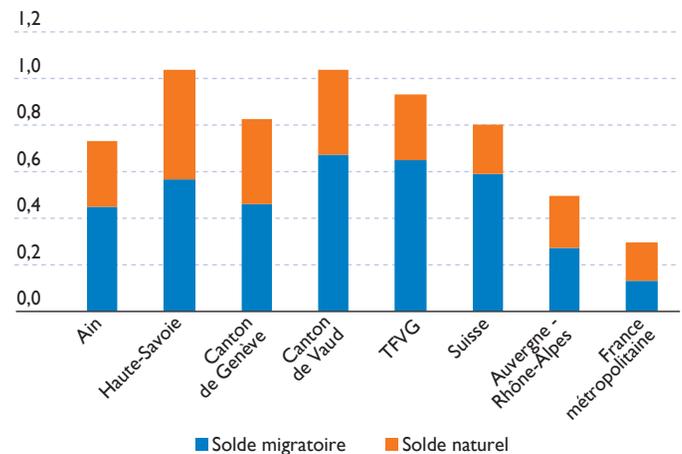
	Population en 2020	Taux de croissance annuel moyen 2014-2020, en %
Espace transfrontalier genevois	1 000 930	1,4
Partie française	394 890	1,6
Partie suisse	606 040	1,2
Territoires de coopération de l'Arc jurassien (1)	783 290	0,3
Partie française	450 060	0,0
Partie suisse	333 230	0,7
Conférence du Rhin supérieur (2)	6 283 680	0,6
Partie française	1 915 910	0,4
Partie suisse	1 519 990	0,9
Partie allemande	2 847 780	0,6

(1) Comprend les quatre territoires de coopération suivants : Nord Franche-Comté / Canton du Jura, Agglomération urbaine du Doubs / Parcs du Doubs, Haut-Jura / Vallée de Joux, Aire de proximité Mont d'Or / Chasseron.

(2) Comprend le Pays du Bade et du Südpfalz en Allemagne, l'Alsace en France et les cantons d'Argovie, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Jura et Soleure en Suisse.

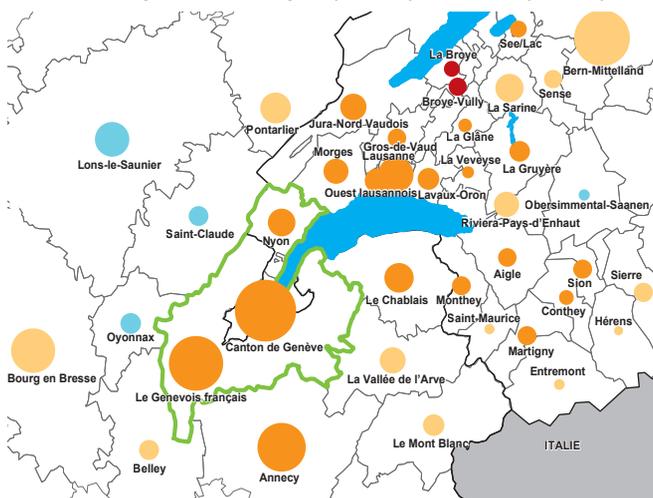
Sources : Insee - Recensement de la population ; OFS - STATPOP ; AZR Bundesverwaltungsamt

Taux de croissance annuel moyen de la population entre 2016 et 2022, en %



Sources : Insee - Recensement de la population ; OFS - STATPOP

Population en 2020 et taux de croissance annuel moyen entre 2014 et 2020 par zone d'emploi (France) et district (Suisse)



© IGN - OST 2023

Sources : Insee - Recensement de la population ; OFS - STATPOP

Variation annuelle moyenne de la population entre 2014 et 2020 (en %)



— Espace transfrontalier genevois
□ Zone d'emploi / District

Population en 2020



► Note méthodologique

Les données de population française 1999, 2009, 2011, 2014, 2016 et 2020 sont les populations légales, calculées sur les données du recensement de la population, pour les régions, départements, zones d'emploi et communes.

Les chiffres de population 2022 sont des estimations démographiques provisoires, basées sur les résultats définitifs du recensement 2020 et actualisées à partir des statistiques d'état civil et d'une estimation du solde migratoire. Le niveau géographique le plus fin de ces estimations est le département.

► Pour en savoir plus

Site Internet de l'OST



Nouveaux arrivants

Environ 5 % de nouveaux arrivants dans chacun des sous-territoires de l'Espace transfrontalier genevois (ETG)

En 2019, le nombre de personnes venues s'installer dans le canton de Genève et dans le Genevois français correspond, dans chacune de ces zones, à 5 % de la population résidente au 1^{er} janvier 2020. Elle est de 6 % dans le district de Nyon. Le canton de Genève a ainsi accueilli 24 000 nouveaux arrivants, soit un peu plus que le Genevois français (21 100), qui est très attractif par rapport à d'autres territoires français. La part de nouveaux arrivants y est en effet supérieure à celle des départements de l'Ain (4 %) et de la Haute-Savoie (3 %), et de la région Auvergne-Rhône-Alpes (2 %). Le district de Nyon a accueilli 6 500 nouveaux habitants dans le cadre de migrations résidentielles.

Parmi les nouveaux arrivants, la part de ceux en provenance de l'étranger est plus importante côté suisse. Elle est de 87 % dans le canton de Genève et de 48 % dans le district de Nyon, contre 37 % dans le Genevois français. Le canton de Genève a accueilli 20 900 nouveaux arrivants depuis l'étranger dont 4 200 depuis la France. Dans le district de Nyon, parmi les 3 100 arrivants de l'étranger, 800 proviennent de France. Enfin, la zone d'emploi du Genevois français a accueilli 7 700 nouveaux arrivants de l'étranger, dont 4 100 de la Suisse. Ces effectifs sont en légère hausse par rapport à 2013, où, parmi les 20 600 nouveaux arrivants, 3 900 venaient de Suisse.

Des nouveaux arrivants bien plus jeunes que les résidents

Les jeunes potentiellement actifs, âgés de 20 à 35 ans, sont davantage représentés parmi les nouveaux arrivants que dans la population résidente. Ils sont 48 % dans le Genevois français, 46 % dans le canton de Genève et 36 % dans le district de Nyon, contre respectivement 21 %, 22 % et 18 % dans la population résidente.

Enfin, parmi les nouveaux arrivants, il y a autant de femmes que d'hommes, une répartition identique à celle observée dans la population résidente.

Des nouveaux arrivants davantage en emploi que les résidents, et avec des niveaux de formation plus élevés

Parmi les 394 900 résidents de la zone d'emploi du Genevois français, 189 400 sont en emploi (soit 48 %). Cette part est de 58 % parmi les nouveaux arrivants et même de 63 % parmi ceux venant de Suisse. Ces parts sont comparables à celles de la Haute-Savoie, mais supérieures à celles de l'Ain et surtout d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Parmi les actifs en emploi du Genevois français, moins de la moitié sont diplômés de l'enseignement supérieur (46 %). Les nouveaux arrivants en emploi sont eux nettement plus souvent diplômés du supérieur (58 % et 50 % parmi ceux arrivant de Suisse).

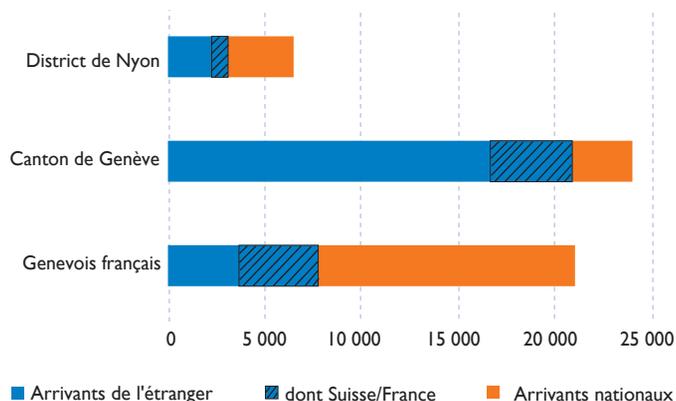
La quasi-totalité des arrivants de Suisse conservent leur emploi en Suisse

Dans le Genevois français, parmi l'ensemble des nouveaux arrivants en emploi, 56 % travaillent en Suisse. Cette part est inférieure pour ceux qui arrivent du reste de la France (42 % travaillent en Suisse), mais bien plus élevée pour ceux qui arrivent de l'étranger (82 % travaillent en Suisse), en particulier de Suisse (94 % travaillent en Suisse). Ainsi, la quasi-totalité des arrivants de Suisse en emploi s'établissent en France, tout en conservant leur emploi en Suisse.

Dans le Genevois français, les nouveaux arrivants de l'étranger sont le plus souvent des cadres ou des professions intermédiaires

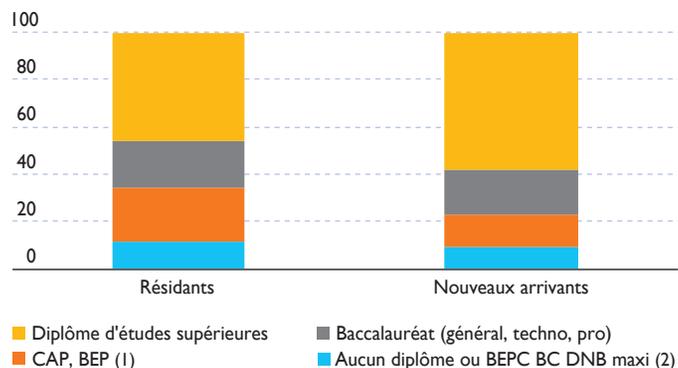
Parmi les actifs occupés de la zone d'emploi du Genevois français, les catégories socio-professionnelles les plus représentées sont les employés (28 %), devant les professions intermédiaires (27 %), les cadres et les ouvriers (19 % chacun), les artisans (6 %) et les agriculteurs (1 %). Parmi les nouveaux arrivants, les professions intermédiaires (29 %) et les cadres (24 %) sont les plus nombreux. Les cadres représentent la première catégorie socioprofessionnelle parmi les arrivants de Suisse ou de l'étranger, avec respectivement 28 % et 32 %.

Nouveaux arrivants selon la provenance, en 2019



Sources: Insee - Recensement de la population ; OFS - STATPOP

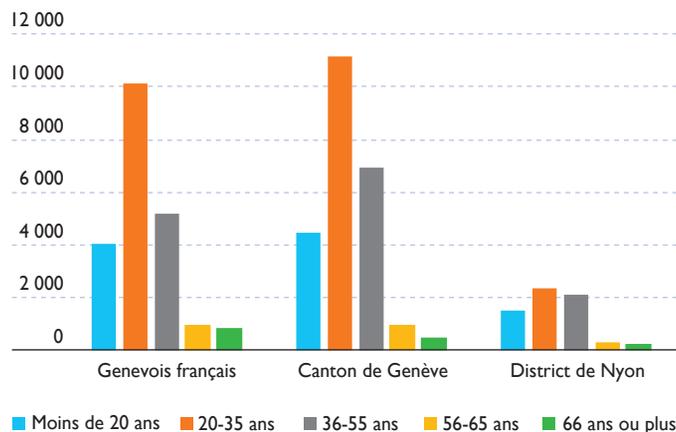
Répartition des actifs en emploi dans le Genevois français selon la formation : résidents en 2020 et nouveaux arrivants en 2019, en %



(1) CAP : certificat d'aptitude professionnelle ; BEP : brevet d'études professionnelles
 (2) BEPC : brevet d'études du premier cycle ; BC : brevet des collèges ; DNB : diplôme national du brevet.

Source: Insee - Recensement de la population

Nouveaux arrivants selon le groupe d'âges, en 2019



Sources: Insee - Recensement de la population ; OFS - STATPOP

► Note méthodologique

La notion de « nouveaux arrivants » n'est pas strictement la même entre la Suisse et la France.

France : il s'agit des personnes ayant déclaré, lors du recensement, résider dans une autre zone géographique (zone d'emploi, département, région) un an auparavant.

Suisse : il s'agit des immigrations (migrations internationales), des migrations intercantionales et celles entre les districts au cours de l'année 2019. Les résultats selon le statut d'activité, la formation et la catégorie socioprofessionnelle ne sont pas disponibles.

► Pour en savoir plus

Site Internet de l'OST



Emploi et établissements

En 2021, dans le Territoire franco-valdo-genevois (TFVG), l'emploi total dépasse son niveau de 2019

En décembre 2021, le Territoire franco-valdo-genevois compte 1,46 million d'emplois : six emplois sur dix sont localisés en Suisse (28 % dans le canton de Genève et 33 % dans le canton de Vaud) et quatre sur dix le sont du côté français (16 % dans l'Ain et 23 % en Haute-Savoie). Sur l'ensemble du territoire, l'emploi progresse de 2,7 % par rapport à fin 2019.

Bien que le début de l'année 2021 ait encore été marqué par la crise sanitaire, le nombre d'emplois par rapport à fin 2020 progresse fortement (+ 3,9 % contre + 3,4 % en France et + 2,4 % en Suisse), après un recul de 1,2 % par rapport à 2019. Ainsi, l'emploi reprend sa hausse interrompue par la pandémie, entre 1,5 % et 1,9 % annuel sur la période 2016-2019. Depuis 2011, le territoire montre souvent une dynamique supérieure aux moyennes nationales française et suisse.

Entre 2019 et 2021, la hausse est un peu plus marquée dans les départements français (+ 3,0 % dans l'Ain et + 3,3 % en Haute-Savoie) et dans le canton de Vaud (+ 3,0 %) que dans le canton de Genève (+ 1,7 %). L'année 2020 en particulier est la plus touchée par la crise sanitaire. Ainsi, entre fin 2019 et fin 2020, la Haute-Savoie subit la plus importante perte d'emplois (- 2,6 %), en lien avec la saison blanche de décembre 2020 à mars 2021 pour les stations de ski et la fermeture administrative des restaurants. Dans les cantons de Genève et de Vaud, l'emploi recule aussi (respectivement de 1,5 % et de 0,5 %) ; dans l'Ain, il progresse faiblement (+ 0,2 %). Puis, entre fin 2020 et fin 2021, en rattrapage des fortes baisses enregistrées en 2020, la Haute-Savoie enregistre l'augmentation la plus forte (+ 6,1 %), soit 3,3 points de plus que dans l'Ain (+ 2,8 %). La progression de l'emploi est consistante également dans la partie suisse du TFVG : + 3,5 % dans le canton de Vaud et + 3,3 % dans le canton de Genève.

En deux ans, l'emploi augmente particulièrement dans la construction

Dans le TFVG, entre 2019 et 2021, c'est dans le secteur de la construction que l'emploi a le plus fortement augmenté (+ 4,8 %), porté par la Haute-Savoie (+ 7,5 %) et le canton de Genève (+ 5,0 %). L'emploi du secteur tertiaire progresse légèrement plus que l'emploi total (+ 3,1 %), tandis qu'il croît à peine dans l'agriculture (+ 0,3 %). A l'inverse, l'industrie est en faible recul (- 0,3 %). La baisse la plus forte dans ce secteur est enregistrée dans le canton de Genève (- 1,2 %), suivi de la Haute-Savoie (- 0,7 %).

Un tissu économique davantage tourné vers le secteur tertiaire

En 2021, dans le TFVG, 80 % des emplois se situent dans le secteur tertiaire (services), 18 % dans le secteur secondaire (industrie et construction) et le complément (2 %) dans le secteur primaire (essentiellement agricole). La prédominance des services est plus marquée dans le territoire qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (+ 3 points) et en Suisse (+ 2,5 points). A l'inverse, l'industrie est moins présente (respectivement -3 points et -2 points). Cette structure de l'emploi reste très proche de celle de 2019.

La part du secteur tertiaire est plus importante dans la partie suisse du TFVG que dans la partie française. Dans le canton de Genève, les services regroupent 87 % des emplois (353 550) et dans le canton de Vaud 81 % (386 990), grâce à la présence des métropoles de Genève et de Lausanne qui concentrent des emplois tertiaires à haute valeur ajoutée. Dans la partie française du TFVG, le secteur tertiaire est un peu moins présent, avec 77 % des emplois en Haute-Savoie (263 140) et 70 % dans l'Ain (165 480).

Inversement, le secteur secondaire (industrie et construction) est proportionnellement plus présent dans la partie française du TFVG. Sa part atteint 22 % des emplois en Haute-Savoie (75 590 emplois, dont 65 % dans l'industrie) et surtout 28 % dans l'Ain (65 030 emplois, dont 72 % dans l'industrie), soit plus qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (21 %). Avec 20 % d'emplois industriels (contre 14 % dans l'ensemble de la région), l'Ain possède en effet des spécificités telles que la plasturgie, l'industrie automobile ou le nucléaire.

La part d'emplois du secteur secondaire est de 19 % (75 560 emplois) dans le canton de Vaud et de 12 % (50 020) dans le canton de Genève.

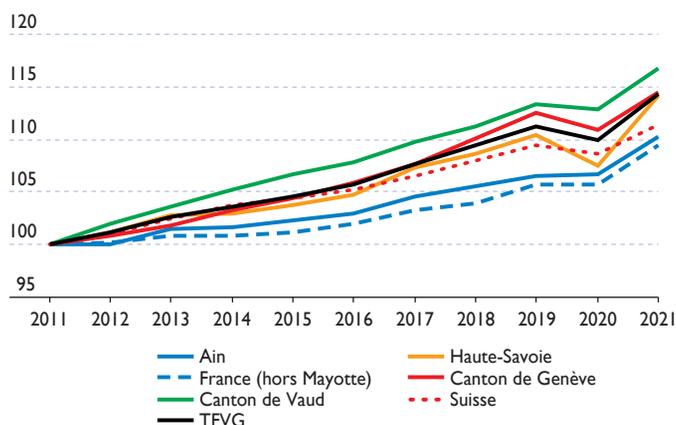
Les établissements en 2020

Fin 2020, les établissements actifs sur le territoire sont au nombre de 233 290 : 89 630 en Haute-Savoie, 50 080 dans l'Ain, 54 400 dans le canton de Vaud et 39 180 dans le canton de Genève. Au total, l'augmentation est de 3,3 % par rapport à 2019.

La progression du nombre d'établissements ne concerne cependant que la partie française du TFVG : + 6,2 % en Haute-Savoie et + 5,7 % dans l'Ain, comme au niveau national (+ 6,2 %). Cette hausse du nombre d'établissements est en lien avec l'augmentation du nombre de créations d'entreprises au cours de l'année 2020 en France. Toutefois, seules les immatriculations d'entreprises individuelles sous le régime du micro-entrepreneur (voir note méthodologique) sont en hausse. Ce régime est en plein essor, avec une croissance continue depuis 2015. Les créations d'entreprises classiques baissent quant à elles, particulièrement lors de la crise liée à la pandémie de Covid-19. Dans les cantons de Genève et de Vaud, le nombre d'établissements recule légèrement, respectivement de 0,4 % et 0,5 % (0,2 % pour l'ensemble de la Suisse).

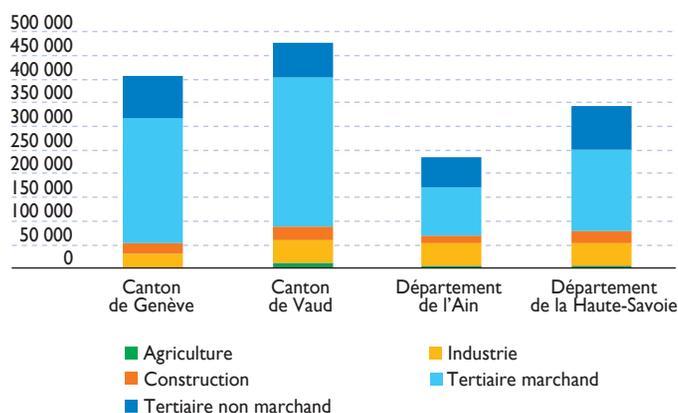
Evolution de l'emploi

Base 100 à fin 2011



Sources : Insee - Estimations d'emploi ; OFS / OCSTAT - STATENT

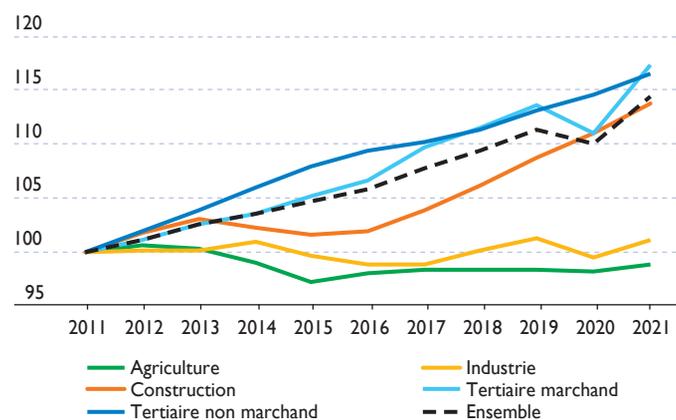
Emplois par secteur économique, en 2021



Sources : Insee - Estimations d'emploi ; OFS / OCSTAT - STATENT

Evolution de l'emploi dans le Territoire franco-valdo-genevois par secteur d'activité

Base 100 à fin 2011



Sources : Insee - Estimations d'emploi ; OFS / OCSTAT - STATENT

En 2021, hausse du nombre d'établissements côté Suisse

En 2021, le nombre d'établissements (y compris du secteur agricole et des entreprises non marchandes) connaît une hausse vigoureuse, comme l'emploi : + 2,9 % dans le canton de Vaud et + 2,2 % dans le canton de Genève. Il s'agit des augmentations les plus marquées en Suisse, qui connaît une progression globale de 1,3 %. Fin 2021, on recense 64 250 établissements vaudois et 43 700 établissements genevois.

► Pour en savoir plus

[Site Internet de l'OST](#)

► Note méthodologique

Emploi : il s'agit du total des emplois salariés et non salariés (indépendants), y compris les emplois du secteur public international dans le canton de Genève.

Etablissements : les données sur les établissements permettent des comparaisons transfrontalières jusqu'à fin 2020, sur le champ des activités marchandes hors agriculture.

Pour la France, les données mobilisées sont les stocks d'établissements en fin d'année, issues du répertoire des entreprises et des établissements (Sirene). Pour la Suisse, les dernières données sur les établissements sont celles de 2021 : pour cette dernière année, on considère tous les établissements, y compris non marchands et du secteur agricole.

Services non marchands : on considère qu'une unité rend des services non marchands lorsqu'elle les fournit gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Ces activités de services se rencontrent dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et de l'administration.

En France, un micro-entrepreneur bénéficie du régime du même nom (appelé auto-entrepreneur jusqu'en 2014), qui offre des formalités de création d'entreprise allégées et un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. Il s'applique aux entrepreneurs individuels qui en font la demande, sous certaines conditions.

Les créations d'entreprises classiques correspondent aux créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs.



Actifs transfrontaliers

Zone d'emploi du Genevois français : plus d'un actif en emploi sur deux est actif transfrontalier

En 2020, 189 400 actifs en emploi résident dans la zone d'emploi du Genevois français. Parmi eux, 95 800 travaillent à l'étranger (actifs transfrontaliers) dont la plupart en Suisse : 95 500, soit plus d'un actif occupé sur deux. Ce taux est beaucoup plus élevé que celui d'autres zones d'emploi régionales proches de la frontière suisse : 25 % dans le Chablais, 10 % dans la Vallée de l'Arve et la zone d'emploi d'Annecy ainsi que 2 % dans celle d'Oyonnax.

Plus globalement, 132 700 actifs habitent en Auvergne-Rhône-Alpes et travaillent en Suisse (4 % des actifs occupés de la région). En France métropolitaine, ce sont 215 200 actifs qui travaillent en Suisse (1 %). On note une forte concentration dans la zone d'emploi du Genevois français (72 % des actifs transfrontaliers vers la Suisse de la région, 44 % de la France métropolitaine).

Zones d'emploi régionales proches de la frontière suisse : près de neuf actifs transfrontaliers sur dix travaillent dans le canton de Genève

En 2020, parmi les actifs transfrontaliers vers la Suisse résidant dans la zone d'emploi du Genevois français, 89 % travaillent dans le canton de Genève, 10 % dans le canton de Vaud et moins de 1 % dans le canton du Valais.

Depuis les zones d'emploi de la Vallée de l'Arve et d'Annecy, les parts d'actifs transfrontaliers vers le canton de Genève sont encore plus importantes : respectivement 94 % et 93 %. Dans la zone d'emploi d'Oyonnax, elle est un peu moins élevée (87 %). Enfin, dans le Chablais, en raison de sa situation géographique et des possibilités de traversée du lac Léman par bateau, les parts d'actifs transfrontaliers sont presque équilibrées entre le canton de Genève (44 %) et le canton de Vaud (42 %), tandis que la part atteint 12 % vers le canton du Valais (1 500 actifs transfrontaliers).

La croissance du nombre d'actifs transfrontaliers reste très forte, mais s'atténue

Entre 2014 et 2020, le nombre d'actifs transfrontaliers vers la Suisse augmente moins vite qu'entre 2009 et 2014 dans la région, dans l'Ain et la Haute-Savoie ainsi que dans les zones d'emploi régionales proches de la frontière.

Dans le Genevois français, leur nombre progresse en moyenne annuelle de 2,8 % sur la période récente, contre 4,1 % auparavant. Au global sur la période 2009-2020, le nombre d'actifs transfrontaliers a été multiplié par 1,4.

Depuis 2009, parmi les actifs transfrontaliers vers la Suisse, la proportion de ceux travaillant dans le canton de Genève a un peu baissé au profit du canton de Vaud (respectivement - 4 points et + 3 points). Le constat est similaire dans la Vallée de l'Arve et la zone d'emploi d'Annecy. En revanche dans celle d'Oyonnax, la part d'actifs transfrontaliers vers le canton de Genève a augmenté (+ 2 points).

Dans les autres zones d'emploi régionales proches de la frontière suisse, les taux de croissance annuels moyens des actifs transfrontaliers vers la Suisse sont supérieurs à ceux du Genevois français, signe de l'attractivité grandissante du travail en Suisse. Entre 2009 et 2020, dans la zone d'emploi d'Annecy, le nombre d'actifs transfrontaliers a été multiplié par 2,4 (14 800 en 2020), dépassant désormais celui du Chablais. Dans la zone d'emploi d'Oyonnax, leur nombre a été multiplié par 2,9 (mais l'effectif est plus faible, 500 en 2020). En Auvergne-Rhône-Alpes et en France dans leur ensemble, le nombre d'actifs transfrontaliers a été multiplié, respectivement par 1,6 et 1,5.

Les actifs en emploi de nationalité suisse dans le Genevois français

Dans le Genevois français, plus de neuf actifs de nationalité suisse en emploi sur dix travaillent en Suisse

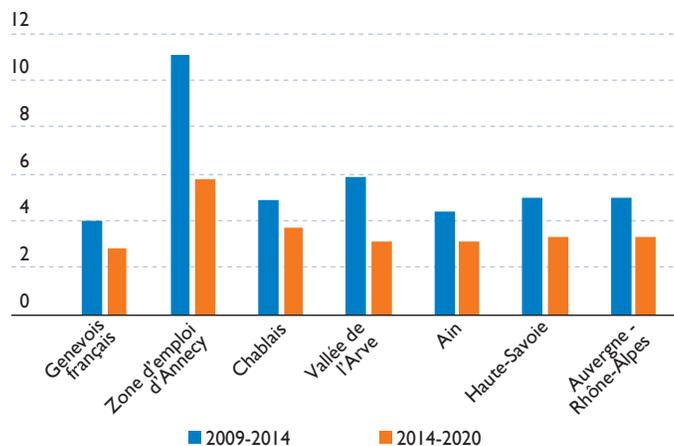
Sur les 25 400 ressortissants suisses d'Auvergne-Rhône-Alpes, 21 000 (soit 83 %) résident dans le Genevois français. Parmi eux, 10 700 occupent un emploi (soit 6 % de la population active occupée résidente) et 93 % de ces derniers (9 900) traversent la frontière pour se rendre au travail. C'est davantage que dans les autres zones d'emploi régionales proches de la frontière suisse (entre 70 % et 80 %).

Les ressortissants suisses installés dans le Genevois français et travaillant en Suisse représentent 10 % de l'ensemble des actifs transfrontaliers vers la Suisse de la zone d'emploi. Là encore, ce taux est le plus élevé parmi les zones d'emploi régionales : il n'est que de 3 % dans le Chablais, 2 % dans la Vallée de l'Arve et 1 % dans la zone d'emploi d'Annecy.

Entre 2009 et 2020, le nombre de ressortissants de nationalité suisse travaillant en Suisse augmente de 3 % en moyenne par an

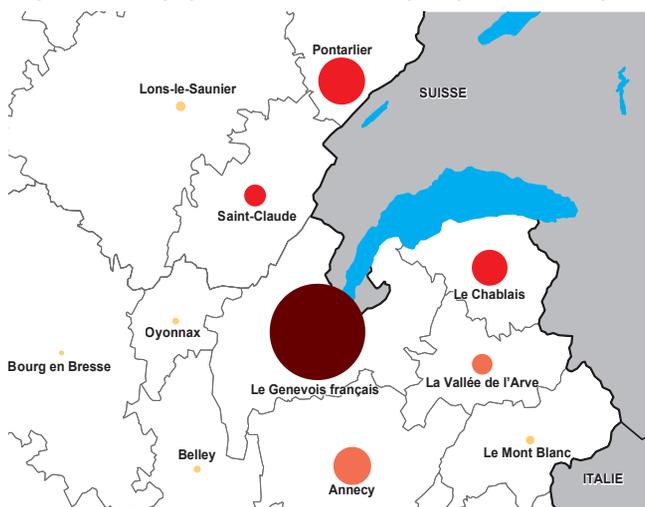
Le nombre d'actifs transfrontaliers de nationalité suisse de la zone d'emploi du Genevois français a beaucoup augmenté entre 2009 et 2014 (+ 4,6 % de croissance annuelle moyenne) et nettement moins entre 2014 et 2020 (+ 1,5 %). Sur l'ensemble de la période 2009-2020, ce taux (+ 2,9 %) est largement supérieur à celui des autres zones d'emploi régionales proches de la frontière suisse (ayant plus de 100 résidents suisses).

Taux de croissance annuel moyen du nombre d'actifs transfrontaliers, en %



Source : Insee - Recensement de la population

Nombre d'actifs transfrontaliers vers la Suisse en 2020 et part dans la population active en emploi, par zone d'emploi

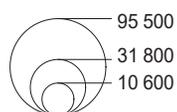


Part des actifs transfrontaliers vers la Suisse dans la population active en emploi en 2020 (en %)



□ Zone d'emploi

Nombre d'actifs transfrontaliers vers la Suisse en 2020



© IGN - OST 2023

Sources : Insee - Recensement de la population.

► Pour en savoir plus

Site Internet de l'OST



Chômage

En 2022, baisse du chômage dans le Territoire franco-valdo-genevois (TFVG), sauf dans le canton de Genève

En 2022, le taux de chômage annuel moyen (voir note méthodologique) s'élève à 5,5 % tant dans l'Ain qu'en Haute-Savoie. Comme dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, l'année 2022 marque, dans ces deux zones, un retour vers le niveau de 2008, juste avant la crise financière. Ils font partie des départements de France ayant le plus faible taux de chômage (le taux régional est de 6,3 % et le taux national de 7,1 %), en lien avec leur dynamisme économique et démographique. Côté suisse du Territoire franco-valdo-genevois, les taux annuels moyens s'élèvent à 5,9 % dans le canton de Vaud et 10,1 % dans le canton de Genève, soit davantage qu'au niveau national (4,3 %). Le taux de chômage genevois au sens du BIT est en effet structurellement plus élevé que dans les autres cantons. Le canton de Genève compte une part plus importante de demandeurs d'emploi non inscrits aux offices régionaux de placement que le reste de la Suisse. Il s'agit principalement de personnes qui ne sont pas éligibles pour recevoir des indemnités de chômage (notamment chômeurs ayant épuisé leurs droits aux indemnités et qui choisissent de ne pas rester ou être inscrits).

Le taux de chômage genevois est également moins sensible à la conjoncture que celui du canton de Vaud par exemple. Ce dernier est d'une part plus durement impacté par les crises économiques, mais d'autre part il profite mieux des périodes de reprise.

En 2022, les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, ainsi que le canton de Vaud, voient leur taux de chômage diminuer par rapport à 2020 et 2021, années marquées par la crise sanitaire. Côté français, le taux de chômage a reculé de 0,4 point en un an dans l'Ain et de 1,0 point en Haute-Savoie. Ces baisses font suite à une relative stabilité depuis 2018, y compris en 2020 et en 2021. Plus précisément, le choc lié à la crise sanitaire s'est accompagné d'une remontée du taux de chômage concentrée sur un seul trimestre de 2020, immédiatement suivie d'une tendance à la baisse. Les mesures prises pendant cette période ont en effet amorti l'impact sur le taux de chômage, dans les départements frontaliers comme au niveau national. Côté suisse, le taux de chômage du canton de Vaud se replie fortement entre 2021 et 2022 (- 1,7 point). La situation est similaire pour l'ensemble de la Suisse (- 0,8 point). L'évolution (+ 0,2 point) du taux de chômage du canton de Genève n'est pas statistiquement significative.

Baisse importante des chômeurs transfrontaliers

Au quatrième trimestre 2022, 2 430 chômeurs transfrontaliers (voir note méthodologique) résident dans l'Ain, soit un dixième de l'ensemble des chômeurs indemnisés de ce département. En Haute-Savoie, Pôle emploi rétribue 8 960 chômeurs transfrontaliers, soit un quart de l'ensemble des chômeurs haut-savoyards indemnisés.

En un an, le nombre de chômeurs transfrontaliers baisse dans les deux départements. La Haute-Savoie compte 470 chômeurs transfrontaliers de moins, soit un repli de 5 % proche de celui de l'ensemble des chômeurs indemnisés. Dans l'Ain, le nombre de chômeurs transfrontaliers recule de 140 personnes, soit - 5 % également, contre seulement - 1 % pour l'ensemble des chômeurs indemnisés.

Fin 2022, dans ces deux départements, le nombre de chômeurs transfrontaliers a retrouvé son niveau d'avant-crise sanitaire, tandis que, pour le nombre total de chômeurs indemnisés, il faut remonter à 2014 pour retrouver un effectif aussi bas.

Les taux de chômage dans les zones d'emploi diminuent

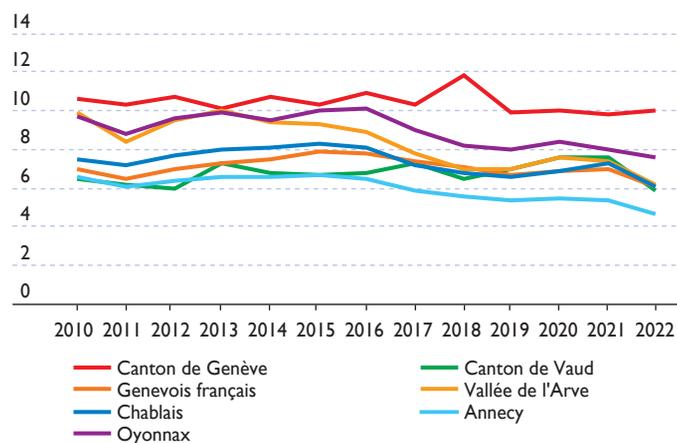
En 2022, le chômage semble reprendre sa baisse tendancielle observée depuis 2015, dans toutes les zones d'emploi autour de Genève. En un an, le taux de chômage diminue d'environ un point dans le Genevois français, la Vallée de l'Arve et la zone d'emploi d'Annecy, pour s'établir respectivement à 6,1 %, 6,2 % et 4,6 %. Dans le Chablais, la diminution est plus forte (- 1,5 point) pour atteindre 5,6 %. En revanche, elle est plus lente pour Oyonnax, puisqu'elle n'est que de 0,4 point.

La crise sanitaire de 2020 a en effet mis un coup d'arrêt à cette baisse tendancielle. Entre 2019 et 2021, le taux de chômage a augmenté de 0,3 point dans le Genevois français, s'établissant à 7,0 %. Mais c'est dans le Chablais que l'impact de la crise a été le plus important, avec une hausse de 0,5 point, pour atteindre 7,1 % en 2021. Entre 2019 et 2021, le taux de chômage dans la zone d'emploi d'Annecy s'est stabilisé autour de 5,4 %. En 2021, dans la zone d'emploi d'Oyonnax, après avoir augmenté de 0,4 point en 2020, le taux de chômage est revenu à son niveau de 2019 (8,0 %). Le taux de chômage a progressé de 0,6 point en un an en 2020 dans la Vallée de l'Arve, avant de légèrement diminuer en 2021 pour atteindre 7,4 %.

Le taux de chômage au sens du SECO diminue en 2022

En Suisse, un autre taux (voir note méthodologique) est calculé, il s'agit de celui du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). En 2022, en moyenne annuelle, le taux de chômage s'établit à 3,9 % dans le canton de Genève et 3,3 % dans le canton de Vaud. La parenthèse de la période Covid-19, marquée par un taux de chômage plus élevé (4,9 % en 2020 et 5,0 % en 2021 dans le canton de Genève ; 4,5 % en 2020 et 4,1 % en 2021 dans le canton de Vaud), se referme. A l'échelon suisse, le taux se fixe à 2,2 % en 2022, contre 2,3 % en 2019.

Evolution du taux de chômage annuel moyen, en %

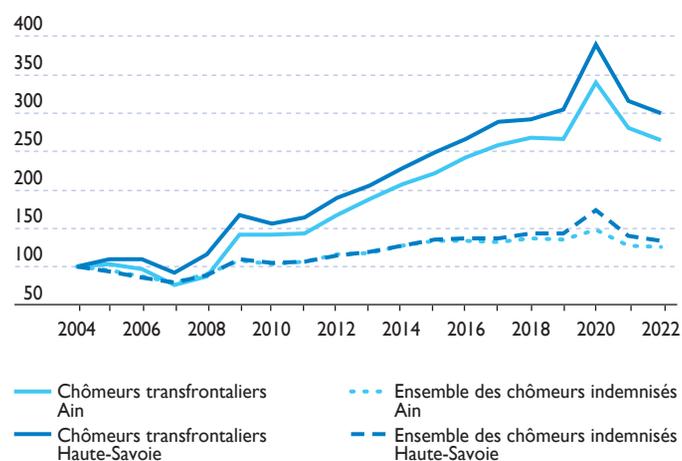


Note: Les taux sont des estimations basées sur la moyenne des quatre trimestres de l'année. Pour les cantons de Genève et Vaud, les taux contiennent une marge d'erreur qui n'est pas représentée ici. Pour la partie française, les territoires sont les zones d'emploi.

Sources: Insee - Taux de chômage localisés ; OFS / OCSTAT - ESPA

Evolution du nombre de chômeurs indemnisés

Base 100 au 4^e trimestre 2004



Source: Pôle emploi / FNA - Données brutes avec 3 mois de recul

► Note méthodologique

Taux de chômage BIT: permettant de faire des comparaisons à l'échelon international, il exprime le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et la population résidente active. En Suisse, il se fonde sur une enquête par échantillonnage. Sont considérées comme « chômeurs » les personnes qui se déclarent sans travail et à la recherche d'un emploi, qu'elles soient inscrites ou non dans un office régional de placement, pour autant qu'elles soient disponibles à court terme pour occuper un emploi. En France, le taux est calculé chaque trimestre au niveau national, à partir de l'enquête Emploi en continu. C'est la seule source française qui permet de mesurer le chômage au sens du BIT. Les taux de chômage calculés pour les départements et les zones d'emploi français mesurent une notion dite de « BIT répertorié ». Ils sont calculés trimestriellement en fonction des données administratives sur l'emploi, des séries de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi et de l'enquête Emploi en continu.

Taux de chômage au sens du SECO : il porte sur les chômeurs inscrits auprès des offices régionaux de placement (ORP).

Chômeurs transfrontaliers : en France, un chômeur transfrontalier est un chômeur indemnisé par Pôle emploi, dont le dernier emploi est localisé en Suisse. Cette notion est différente du chômage au sens du BIT.

► Pour en savoir plus

Site Internet de l'OST



Logements dans l'Espace transfrontalier genevois

En 2020, l'Espace transfrontalier genevois (ETG) compte 491 200 logements. Le canton de Genève en rassemble 48 %, le Genevois français 42 % et le district de Nyon 10 %.

Croissance du parc de logements plus forte dans le Genevois français

Entre 2014 et 2020, la croissance annuelle moyenne du parc de logements de l'ETG s'établit à 1,5 %, supérieure à celle de la population (1,4 %). A l'instar de celle-ci, c'est dans le Genevois français que le nombre de logements augmente le plus (+ 2,3 %). Viennent ensuite le district de Nyon avec + 1,3 % et le canton de Genève avec + 1,0 %. En comparaison, le nombre de logements augmente au rythme de 1,1 % en moyenne chaque année en Auvergne-Rhône-Alpes, comme dans le canton de Vaud, et de 0,9 % en France métropolitaine.

Les maisons individuelles, au nombre de 132 300, représentent 27 % du parc total de logements de l'ETG. Dans la zone d'emploi du Genevois français, la part assez importante de maisons (45 %), proche de celle de Haute-Savoie (39 %), est toutefois moindre qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (50 %) et dans l'Ain (63 %). Dans le canton de Genève, elle est très faible (11 %), en raison du caractère particulièrement urbain de ce territoire. Dans le district de Nyon, cette part est de 28 %, supérieure à celle du canton de Vaud (18 %).

Baisse des mises en chantier entre 2019 et 2021

En 2021, d'après le suivi des permis de construire, 3 500 logements ont été mis en chantier dans le Genevois français. L'année 2020 étant atypique du fait de la crise sanitaire, l'évolution est calculée par rapport à l'année 2019. Ainsi, entre 2019 et 2021, le Genevois français connaît une baisse du nombre de logements commencés de 24 % (Genevois de l'Ain : - 40 % ; Genevois de la Haute-Savoie : - 16 %). Toutefois, le niveau atteint en 2019 était particulièrement élevé dans la zone d'emploi (4 560 logements mis en chantier, pour une moyenne de 3 980 sur la période 2006-2019). Entre 2019 et 2021, les zones d'emploi voisines enregistrent quant à elles une hausse de 45 % pour le Chablais, 7 % pour Annecy et de 6 % pour la Vallée de l'Arve.

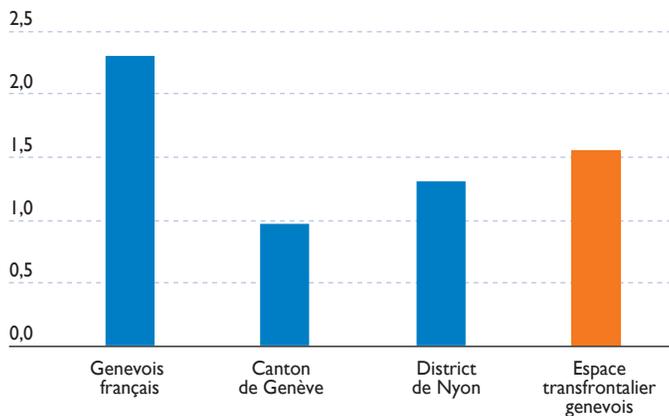
Concernant le canton de Genève, 2 600 logements sont commencés en 2021, soit une baisse de 6 % par rapport à 2019. A court terme, le potentiel de construction de logements neufs est élevé. Le nombre de logements en cours de construction à la fin de l'année 2021 se fixe à 8 500, chiffre similaire à 2019, mais qui reste historiquement haut. A titre de comparaison, entre 2016 et 2020, période durant laquelle ce volume était déjà particulièrement élevé, la moyenne s'établissait à 6 900.

Vente de logements anciens

En 2021, sur les 5 200 logements anciens vendus dans le Genevois français, plus de la moitié (53 %) sont des appartements. Le prix médian par m² des appartements s'élève à 3 650 euros ou 3 950 francs suisses selon le taux de change moyen en 2021, un niveau proche de celui de la zone d'emploi du Chablais (3 490 euros ; 3 770 francs), mais inférieur à celle d'Annecy (4 490 euros ; 4 850 francs). Pour les maisons anciennes, le prix médian total est de 460 000 euros (497 260 francs) dans le Genevois français, 441 900 euros (477 690 francs) dans la zone d'emploi d'Annecy et de 406 000 euros (438 890 francs) dans celle du Chablais.

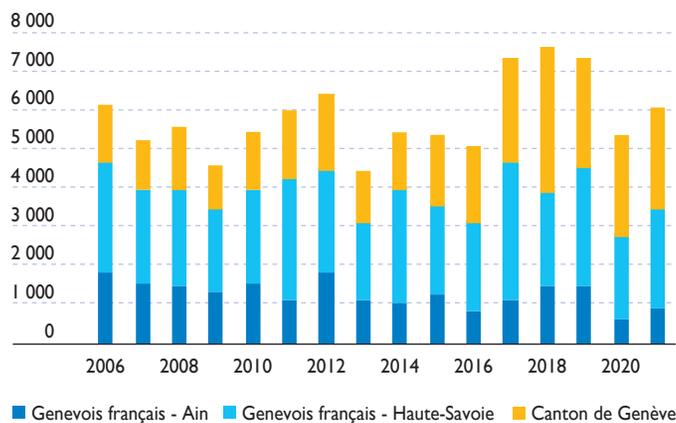
En 2021, dans le canton de Genève, 1 500 transactions de biens non neufs sont enregistrées. Le prix médian des maisons anciennes (600 transactions) atteint 2,195 millions de francs (2,031 millions d'euros). Pour les appartements anciens (900 transactions), le prix médian par m² s'élève à 9 840 francs (9 100 euros). La ville de Genève concentre 40 % de l'ensemble des ventes de ce type de biens, soit 351 transactions. Avec 12 020 francs (11 120 euros) par m², le prix médian y est 22 % plus élevé que dans l'ensemble du canton.

Taux de croissance annuel moyen du nombre de logements entre 2014 et 2020, en %



Sources : Insee - Recensement de la population ; OFS - StatBL

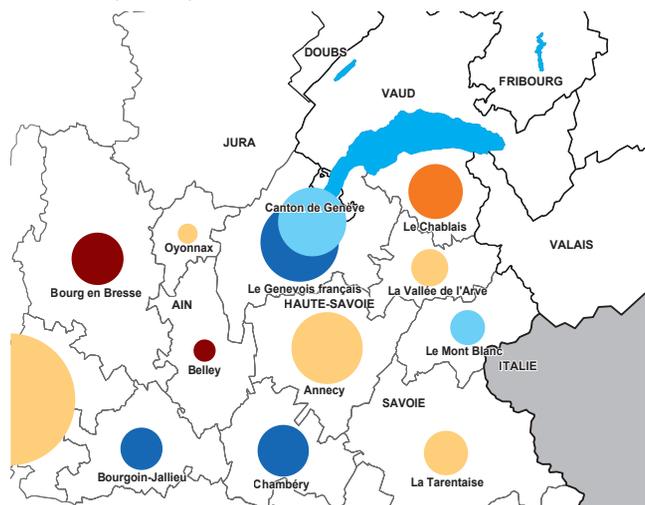
Nombre de logements commencés



Note: Pour le Genevois français, données en date réelle. Données non disponibles pour le district de Nyon.

Sources : SDES-DREAL Auvergne-Rhône-Alpes Sit@del2 ; OCSTAT - Statistique du parc immobilier

Logements commencés par zone d'emploi (France) et canton (Suisse)



Variation du nombre de logements commencés entre 2019 et 2021 (en %)

- 50 ou plus
- De 25 à moins de 50
- De 0 à moins de 25
- De - 20 à moins de 0
- Moins de - 20

□ Zone d'emploi / Canton

Nombre de logements commencés en 2021



Canton de Genève : - 6 %
Zone d'emploi du Genevois français : - 24 %

© IGN - OST 2023

Sources : SDES-DREAL Auvergne-Rhône-Alpes Sit@del2 ; OCSTAT - Statistique du parc immobilier

► Note méthodologique

Commercialisation des logements neufs : côté français, seuls les programmes neufs de cinq logements ou plus sont pris en compte alors qu'en Suisse l'ensemble des logements neufs sont comptabilisés. Cette différence de champ était jusqu'à présent tolérée mais, depuis 2023, la source française inclut aussi les logements neufs rénovés et réhabilités, ce qui n'est pas le cas côté suisse. Le calendrier de production de la synthèse 2023 n'ayant pas permis de disposer de séries de commercialisation hors logements rénovés et habilités, les indicateurs ne sont plus considérés comme suffisamment comparables entre la France et la Suisse pour être présentés ici. Cette difficulté statistique sera en principe surmontée dans la prochaine édition de la synthèse.

► Pour en savoir plus

Site Internet de l'OST

Pour toute information

Site web de l'OST : www.statregio-francosuisse.net

Institut national de la statistique et
des études économiques
Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes
165, rue Garibaldi
69401 Lyon Cedex 03
Téléphone : +33 9 72 72 4000
Messagerie : insee-contact@insee.fr
Internet : www.insee.fr



Département des finances, des ressources humaines
et des affaires extérieures (DF)
Office cantonal de la statistique (OCSTAT)
82, route des Acacias
Case postale 1735 - 1211 Genève 26
Téléphone : +41 22 388 75 00
Messagerie : statistique@etat.ge.ch
Internet : <https://statistique.ge.ch>

